

Sophie Gosselin

« De nouvelles manières d'habiter la Terre émergent »

La philosophe propose de créer des espaces politiques incluant tout le vivant

ENTRETIEN

Sophie Gosselin enseigne la philosophie à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris et vit à Tours, où elle a participé aux auditions du parlement de Loire entre 2019 et 2020. Elle y a fondé l'Université populaire pour la terre. Elle explore, en compagnie du philosophe David gé Bartoli, membre comme elle de la revue *Terrestres*, d'autres manières de se relier à la planète et à l'ensemble des entités qui la peuplent.

De quelles façons la crise écologique conduit-elle à inventer de nouveaux espaces politiques ?

Partout dans le monde, de nouvelles manières d'habiter la Terre sont en train d'émerger, qui regroupent celles et ceux qui se sentent attachés à un territoire. Ils inventent des façons d'y composer avec les habitants autres qu'humains, en fonction du milieu qui les accueille. De nouvelles institutions tentent ainsi de s'y inventer, ancrées dans des cultures animistes, comme en Nouvelle-Zélande avec la reconnaissance de la personnalité juridique du fleuve Whanganui, ou bien imaginées dans les marges comme en France avec le Syndicat de la montagne limousine, ou la création d'assemblées de Loire dans le prolongement des auditions du parlement de Loire.

Ces expériences se glissent dans les interstices de nos institutions pour nous montrer qu'il est possible de créer des espaces politiques à partir des milieux de vie, et non plus en référence à des découpages administratifs officiels, afin d'y intégrer la perspective des autres qu'humains.

Ces expériences préfigureraient un basculement vers ce que vous appelez notre « condition terrestre ». De quoi s'agit-il ?

Nos institutions se sont construites sur la séparation moderne entre l'humanité (la culture) et la nature. Elles ont placé l'humain en position de seul agent actif dans la relation au monde, reléguant les autres qu'humains dans une posture d'objet passif, comme si la

nature représentait un arrière-fond stable sur lequel nous agissons. Mais beaucoup ne se reconnaissent plus dans cette condition humaine moderne, construite sur des droits anthropocentriques et sur l'exploitation systématique des ressources naturelles. Elle nous a conduits à la catastrophe et n'a plus de sens politiquement.

Avec l'irruption du Covid-19, la montée du niveau des mers ou l'assèchement des cours d'eau liés au réchauffement climatique, on assiste à l'entrée fracassante d'une multiplicité d'autres êtres dans l'arène politique, et l'on voit bien qu'ils ne sont pas passifs. Eux aussi transforment nos milieux de vie et déterminent nos existences. Nous ressentons dans nos corps exposés à la sécheresse que nous sommes des êtres terrestres indissociables des milieux de vie auxquels nous appartenons. C'est cette appartenance partagée entre humains et autres qu'humains qui définit notre commune condition terrestre, et qui oblige à repenser nos manières de faire communauté, pour composer avec eux et les inclure dans nos processus de décision politique.

Redoutez-vous une confrontation entre les droits humains et ceux des non-humains ?

Une cohabitation est toujours conflictuelle et nécessite une construction politique collective. Il ne s'agit pas d'abolir les droits de l'homme, mais de changer de perspective : penser, non plus depuis nos seuls intérêts, mais depuis nos relations avec les autres qu'humains qui conditionnent notre existence. Dans la cosmologie des Maoris en Nouvelle-Zélande, c'est la relation, l'attachement avec le milieu de vie, qui est personnifiée. Quand ils disent « Je suis la rivière et la rivière est moi », ils ne distinguent pas l'intérêt humain de celui de la rivière. La communauté humaine s'ouvre ainsi à une communauté élargie aux autres qu'humains et aux communs terrestres.

Cela suppose d'abandonner le paradigme de la toute-puissance humaine en acceptant notre vulnérabilité. Certains préfèrent la nier et réaffirmer leur maîtrise sur le monde en se



YANN LEGENDRE

« CELA SUPPOSE D'ABANDONNER LE PARADIGME DE LA TOUTE-PUISSANCE HUMAINE EN ACCEPTANT NOTRE VULNÉRABILITÉ »

réfugiant derrière des fantasmes post-humains. D'autres restent sidérés par un sentiment d'impuissance. Changer des valeurs qui nous ont construits et auxquelles nous sommes attachés, cela prend du temps, car il s'agit d'un basculement politique et existentiel. Mais ce n'est pas forcément négatif.

La catastrophe écologique peut être une occasion de réinventer notre démocratie et ses institutions à partir des territoires de vie et de l'expérience des attachements. Notre monde s'écroule et les conséquences vont être difficiles. Mais nous pouvons y voir aussi une chance de réinvestir des liens oubliés, redécouvrir un monde sensible que nous avons perdu, et la richesse des émotions que procure notre relation au vivant.

Une idée gagne du terrain, selon laquelle un régime autoritaire serait plus efficace que la démocratie pour répondre aux crises écologiques. Qu'en pensez-vous ?

C'est une tentation dangereuse et qui serait en outre contre-productive. On retrouve cette idée au sein d'une certaine écologie scientifique et ingénieriale qui tend vers le déterminisme. Elle trouve une traduction technocratique dans la défense d'une régulation des mécanismes planétaires pilotée par le haut, où les humains ne seraient que des objets à gérer parmi d'autres populations d'espèces. C'est ce que nous qualifions de géopouvoir.

Or, penser que tout est défini à l'avance est une erreur. La coappartenance à la Terre n'est pas passive, elle est au contraire dynamique et implique de mettre en œuvre des processus de création. Humains et autres qu'humains partagent la possibilité d'inventer leurs conditions de vie et de nouer des alliances pour trouver ensemble des manières de cohabiter selon les situations et de prendre soin des relations qui nous lient. Il existe une multiplicité de mondes dont la Terre est porteuse, là est l'horizon de notre cosmopolitique terrestre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE LEGROS



LE LIVRE

« La Condition terrestre. Habiter la Terre en communs »

Nous pensons marcher sur la terre ferme et voilà que nous chavirons, bousculés et éprouvés par les crises qui affectent notre planète. Comment repenser notre façon d'être au monde quand des siècles de modernité nous ont conduits à exploiter la Terre plutôt qu'à l'habiter ? Dans *La Condition terrestre. Habiter la Terre en communs* (Seuil, « Anthropocène », 432 pages, 22 euros), les philosophes Sophie Gosselin et David gé Bartoli nous invitent à un « basculement politique et existentiel » dans cet essai dense et alerte qui explore d'autres façons de penser les relations entre tous ceux, humains ou non, habitant un même territoire de vie. Des berges de la rivière Whanganui, en Nouvelle-Zélande, à celles du fleuve Elwha, aux Etats-Unis, de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à la résistance zapatiste du Chiapas mexicain, ils nous entraînent à la découverte d'inventions institutionnelles et d'espaces politiques inédits, élargis à l'ensemble de ceux, humains et « autres qu'humains », qui partagent la même « condition terrestre ». Car c'est dans la reconnaissance de cette commune appartenance à la Terre que pourra renaître la possibilité de mondes habitables.